

YÉMEN

# Un soldat américain tué et trois blessés lors d'un raid contre Al-Qaïda

**Un soldat américain a été tué et trois autres blessés au cours d'un raid contre les éléments d'Al-Qaïda au Yémen samedi, a annoncé l'armée américaine hier.**

Un responsable yéménite local a pour sa part évoqué la mort d'au moins 41 éléments présumés du réseau terroriste Al-Qaïda, dont des chefs, ainsi que 8 femmes et 8 enfants.

Le soldat américain, dont l'identité n'a pas été révélée, est mort de ses blessures, précise le communiqué américain. Le CENTCOM, le

commandement régional en charge des opérations dans la région, n'évoque pas de civils dans son communiqué. Il précise en revanche que «les informations qui ont été recueillies vont sans doute permettre de mieux connaître les plans de futures attaques terroristes». Le CENTCOM a aussi indiqué qu'un «appareil militaire, qui participait à

l'opération, a connu un atterrissage forcé et brutal non loin du lieu (du raid), blessant d'autres Américains». Le communiqué n'apporte aucune précision sur le nombre de blessés ou la gravité des blessures. Les témoins locaux ont évoqué un hélicoptère d'attaque Apache. Cet hélicoptère compte deux membres d'équipage: un pilote et un tireur. L'appareil n'a pas pu redécoller après l'atterrissage et a donc été «intentionnellement détruit», précise le CENTCOM.



Photo : DR

SYRIE

## L'armée annonce avoir repris la région rebelle de Wadi Barada près de Damas

L'armée syrienne a annoncé hier avoir repris la région rebelle de Wadi Barada près de Damas, zone clé pour l'approvisionnement en eau de la capitale syrienne. «Nos forces armées (...) ont accompli leur mission en rétablissant la sécurité et la stabilité dans les localités de Wadi Barada», à 15 km au nord-ouest de la capitale privée d'eau potable depuis le 22 décembre, selon le communiqué de l'armée repris par la télévision d'Etat.

Samedi, l'armée syrienne avait repris le contrôle de la source d'Aïn Fijeh, située au nord-ouest de la capitale Damas, et y a planté le drapeau syrien après des mois de batailles avec les rebelles pour prendre cette zone et rétablir l'alimentation en eau potable à Damas. La guerre en Syrie a fait 310 000 morts et des millions de réfugiés depuis la fin 2011.

BAHREÏN

## Un officier de police abattu près de la capitale Manama

**Un officier de police a été abattu par des hommes armés à Bahreïn, a annoncé hier le ministère bahreïni de l'Intérieur qualifiant de «terroriste» cette attaque.**

Dans un communiqué, le ministère précise que le lieutenant Hicham al-Hammadi avait été tué par balle à Bilad Al-Qadim, près de la capitale Manama, sans préciser la date ou les circonstances exactes de

sa mort. Les premiers éléments de l'enquête, menée par les forces de sécurité dépêchées sur les lieux de l'attaque, indiquent qu'il s'agit d'un acte «terroriste», selon le communiqué publié par l'agence officielle

Bna. Bahreïn, siège de la V<sup>e</sup> Flotte des Etats-Unis, est le théâtre de troubles sporadiques depuis la répression d'un mouvement de contestation lancé en février 2011.

Les protestataires réclament des réformes politiques et une véritable monarchie constitutionnelle dans le pays.

COMMERCE

## La Suisse veut un accord de libre-échange avec Londres dès le Brexit

**Le ministre suisse de l'Economie veut conclure un accord de libre-échange avec le Royaume-Uni dès l'entrée en vigueur du Brexit et le départ de ce pays de l'Union européenne, a rapporté hier le Journal suisse Blick.**

«Mon objectif est clair. Il ne doit pas se passer un jour, après la sortie de la Grande-Bretagne (de l'UE), sans un nouveau règlement en vigueur», déclare Johann Schneider-Ammann. «Il doit être au moins aussi bon» que le présent accord, poursuit le ministre dans cet entretien.

Le quotidien rappelle que lors du récent Forum économique de Davos, le ministre britannique du commerce Liam Fox s'était dit très intéressé par un accord

avec la Suisse. Toutefois, le gouvernement britannique n'est pas autorisé à négocier de nouveaux accords commerciaux tant que le Royaume-Uni reste membre de l'UE. Les négociations du Brexit avec Bruxelles pourraient durer jusqu'en 2019. Le ministre suisse suggère malgré tout d'organiser des discussions entre Londres et Berne «en arrière-plan et en parallèle aux discussions de sortie» de l'UE.

«Je serais personnellement

très heureux si nous étions l'un des premiers pays à conclure un accord de libre-échange avec la Grande-Bretagne post-Brexit», ajoute M. Schneider-Ammann.

Interrogé sur les relations avec la nouvelle administration américaine du président Donald Trump, le ministre se veut prudent. «Nous attendons de voir ce qui va se passer avec l'accord de libre-échange transatlantique TTIP entre l'UE et les Etats-Unis», dit-il. En cas de succès, la Suisse pourrait rejoindre l'accord. Mais le président Trump a à plusieurs reprises exprimé ses réticences à l'égard des accords de libre-échange.

UKRAINE

## Quatre personnes tuées dans des affrontements dans l'est du pays

Trois soldats ukrainiens et un combattant rebelle ont été tués dimanche dans l'est de l'Ukraine dans les affrontements les plus meurtriers depuis l'instauration d'une nouvelle trêve fin décembre, ont indiqué les forces gouvernementales. Selon le porte-parole de l'armée Olexandre Motouziyanyk, trois militaires ont été tués et un autre a été blessé lors de combats à Avdiïvka, ville industrielle contrôlée par les forces de Kiev situé à 10 kilomètres au nord du fief rebelle de Donetsk.

Il a accusé les séparatistes d'avoir «essayé de prendre d'assaut la zone industrielle d'Avdiïvka»: «Leur objectif: accuser les soldats ukrainiens de violer les accords de Minsk» de février 2015, a-t-il indiqué à la presse. Les combats persistent dans l'est de l'Ukraine malgré la signature d'un nouveau cessez-le-feu «illimité» le 29 décembre.

L'Ukraine est en proie depuis presque trois ans à un conflit ayant fait près de 10 000 morts et opposant les forces gouvernementales à des séparatistes prorusses qui sont, selon Kiev et les Occidentaux, soutenus militairement par la Russie, ce que Moscou dément.

ANGELA MERKEL

## Les restrictions américaines à l'immigration «non justifiées»

**Angela Merkel ne juge pas «justifiées» les restrictions à l'immigration aux Etats-Unis de ressortissants de sept pays musulmans décidées par Donald Trump, a affirmé hier le porte-parole de la chancelière allemande, Steffen Seibert.**

«Elle est convaincue que même dans le cadre de la lutte indispensable contre le terrorisme il n'est pas justifié de placer sous une suspicion généralisée des gens en fonction de leur origine ou croyance», a dit le porte-parole dans un communiqué.

«La chancelière regrette l'interdiction d'entrée (aux Etats-Unis) imposée par le gouvernement américain contre les réfugiés et les ressortissants de certains pays», a ajouté Steffen Seibert.

Le gouvernement allemand «va maintenant examiner les conséquences» de cette interdiction pour les citoyens allemands ayant une double nationalité et qui sont touchés par les mesures américaines, a-t-il précisé.

La condamnation allemande survient au lendemain d'un entretien téléphonique entre Donald Trump et Angela Merkel.

Les communiqués publiés à l'issue de cet échange aux Etats-Unis et en Allemagne ne faisaient pas

mention des nouvelles restrictions à l'immigration sur le sol américain. «La Convention de Genève sur les réfugiés appelle la communauté internationale à accueillir les personnes fuyant la guerre sur une base humanitaire», et «la chancelière a fait valoir» cela lors de son entretien téléphonique avec Donald Trump, a précisé le porte-parole.

Le décret américain sur la «protection de la nation contre l'entrée de terroristes étrangers aux Etats-Unis», entré en vigueur vendredi, interdit pour 90 jours l'entrée aux Etats-Unis aux ressortissants de sept pays jugés à risque par Washington: Irak, Iran, Yémen, Libye, Syrie, Soudan et Somalie.

Le nouveau chef de file des sociaux-démocrates allemands, membres de la coalition gouvernementale d'Angela Merkel, Martin Schulz, a sévèrement critiqué Donald Trump dans le même temps à Berlin.

Avec ses mesures, notamment le projet de mur anti-migrants à la frontière avec le Mexique, M. Trump «a brisé de manière insupportable un tabou», a-t-il dit, reprochant au Président américain ses «propos dangereux et honteux» contre les minorités.

Donald Trump a néanmoins aussi des partisans en Allemagne, y compris au sein de la propre famille politique conservatrice d'Angela

Merkel. Le dirigeant du parti bavarois CSU, allié de la CDU de la chancelière, a rendu hommage dimanche à la méthode du nouveau Président américain.

«Il applique point par point de manière conséquente et rapide ses promesses électorales» alors qu'en Allemagne tout cela prendrait des mois, a dit Horst Seehofer au journal *Bild*. Sans soutenir sur le fond toutes les mesures prises par la nouvelle administration américaine, M. Seehofer a fait valoir que «Donald Trump a été élu dans une élection démocratique et libre et que cela doit être respecté. Je trouve que ce respect manque en ce moment», a-t-il ajouté.